

Les écrivains sont souverains

Jacques Godbout

Volume 34, numéro 5 (203), octobre 1992

Le Québec des écrivains

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/31403ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Godbout, J. (1992). Les écrivains sont souverains. *Liberté*, 34(5), 39–42.

JACQUES GODBOUT

LES ÉCRIVAINS SONT SOUVERAINS

- 1 -

Nous sommes entre nous, n'est-ce pas? Alors je peux parler franchement. Que pensez-vous de Louis-Ferdinand Céline? Génial, non? L'un des grands écrivains français de ce siècle. Son *Voyage au bout de la nuit* nous a appris le souffle et le style. Evidemment, Céline, antisémite, idéologiquement douteux, apparaît timidement au palmarès des Lettres. Imaginons qu'il eût été résistant et patriote, gauliste ou communiste... il aurait écrasé tous les autres... mais une chose est certaine... on ne peut nier son talent... ni lui refuser la citoyenneté française! Il ne s'agit pas de réhabiliter ses idées, qui sont odieuses, mais de reconnaître son écriture.

- 2 -

J'en tire deux leçons. Tout d'abord, il n'y a pas nécessairement d'équation entre le talent littéraire et la justesse de la pensée politique. L'art n'est jamais garant d'intelligence universelle. Le romancier travaille au ras du sol et, lorsqu'il aborde les idées générales, peut très bien se fourvoyer dans l'éther.

L'une des idées reçues, au Québec, veut que les poètes précèdent le peuple et soient les phares qui nous indiquent la voie. En réalité, certains poètes, sensibles, et parfois sen-

sés, disent bien le sens de l'histoire. Dans d'autres cas, mieux vaut se barrer. La poésie n'est pas le politique. Le poétique ne peut se substituer aux rapports démocratiques. La poésie est passion, le gouvernement est raison.

Donc les écrivains, toutes catégories confondues, ont, comme tout citoyen, le devoir de se prononcer sur l'avenir politique du Québec, mais je doute qu'ils aient des lumières particulières.

Ajoutons que l'on n'a pas, en 1991, vu des hordes de confrères et consœurs se presser autour de la commission Bélanger-Campeau, par exemple. Hors l'UNEQ et Yves Beauchemin, qui se sont présentés devant les commissaires, les mémoires d'écrivains sur la question nationale datent plutôt des années soixante.

Je pense, à cet égard, que les écrivains ont obtenu leur souveraineté avant tout le monde: la littérature canadienne-française est devenue la littérature québécoise (on connaît aussi la littérature acadienne) qui a obtenu depuis trente ans son territoire et ses statuts (y compris un PEN club). Le Canada reconnaît par l'entremise du Conseil des arts particulièrement, mais aussi dans tout l'appareil fédéral que, de la loi sur les langues officielles, découlent deux littératures officielles.

Dans les colloques à l'étranger, comme dans l'édition française (pensons à la belle anthologie de Gauvin et Miron chez Seghers), la littérature québécoise a droit de cité. C'est ce qui me permet d'avancer que les écrivains ne sont pas souverainistes, mais souverains dans leur domaine. Pour le reste ils ont perdu, cela saute aux yeux, le feu sacré qui les animait jadis.

Deuxième leçon; un pavé dans la mare. Qu'est-ce qu'un Québécois? Toute personne qui habite le territoire du Québec et entend participer à sa vie collective. Nous

sommes sept millions de Québécois, dont un million d'anglophones. Ces personnes ont-elles le statut de Québécois dans un projet d'État souverain? Ou veut-on les déporter?

Je prends pour acquis que nous avons des concitoyens de langue anglaise qui continueront de vivre ici, de participer à notre aventure collective, de lui donner un cachet original, et qu'ils conserveront (et développeront) leurs réseaux publics en éducation, santé et services sociaux. Cette minorité a aussi ses écrivains. Les avez-vous sollicités?¹ Vais-je retrouver leurs réponses dans votre sondage?²

Car maintenant que l'on a eu (depuis 1960) le temps de réfléchir, en a-t-on même profité pour inclure dans cette société québécoise les éléments qui n'ont pas «l'accent de chez nous»?

- 4 -

Aux yeux du monde entier, s'il fallait établir un palmarès des réputations littéraires, c'est faire injure à personne que de reconnaître en Mordecai Richler le plus grand écrivain québécois.

L'univers de Richler, c'est l'univers montréalais, sans aucun doute, et sa réputation a depuis longtemps franchi les frontières et les mers. La publication de son dernier roman, *Gursky*, dont Gilles Marcotte dirait certainement que c'est le plus grand roman québécois (canadien), place Richler au sommet de notre panthéon. Évidemment, Richler a aussi publié quelques essais intempestifs parfois drôles, souvent injustes, sur les Canadiens français. Alors on pense à Louis-Ferdinand Céline. Personne ne peut nier l'immense talent de Richler qui, par contre, a un jugement politique douteux. Mais va-t-on, pour autant, lui nier la «citoyenneté québécoise»?

1. Oui (NDLR).

2. Oui (NDLR).

J'ai passé les deux dernières années (de juin 1990 à juin 1992) dans le champ politique, comme cinéaste d'abord, comme écrivain ensuite. Je termine ces jours-ci un film intitulé *Le Mouton noir*, quatre heures de documentaire sur notre démocratie.

Ce travail m'a convaincu de l'indéfectible solidarité des francophones, de notre originalité, même en politique, mais aussi de notre prudence. Pour ce qui est de l'ensemble des Québécois, nous sommes partagés par le milieu, comme les Têtes à Papineau. Ça n'a pas changé, en douze ans, et pourquoi est-ce que cela changerait?

Francis Fukuyama³ rappelle que trois dimensions animent l'action politique: le désir de liberté, le besoin de s'enrichir, et enfin la nécessité d'être «reconnu», ce qu'il appelle le «thymos». Or les Québécois sont libres comme peu de citoyens dans le monde le sont; ils peuvent s'enrichir, s'ils en sentent le besoin, dans une société où les lois du marché sont tempérées par celles du gouvernement; reste donc ce foutu besoin d'exister «dans l'œil de l'autre» (ici le Canadien anglais). Mais justement c'est ce que nous gagnons, peu à peu, dans le débat constitutionnel. Notre «thymos» se gonfle. D'où je conclus que la fédération canadienne survivra aux velléités d'indépendance des souverainistes, si elle survit à la bêtise des petits hommes politiques provinciaux (du Canada anglais), ce qui est beaucoup moins certain.

3. Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.